



Division des droits des Palestiniens

19 juillet 2001

Réunion des ONG en solidarité avec le peuple palestinien

Madrid

Table des matières

| | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|--|--------------------|-------------|
| I. Introduction | 1–5 | 3 |
| II. Déclaration liminaire. | 6–8 | 3 |
| III. Séance plénière | 9–28 | 4 |
| IV. Déclaration finale | 29–30 | 11 |
| Annexes | | |
| I. Déclaration et plan d'action des organisations non gouvernementales | | 12 |
| II. Liste des participants. | | 15 |

Pour obtenir le présent numéro du Bulletin et les numéros antérieurs sous forme électronique, se raccorder au Système d'information des Nations Unies sur la question de Palestine (UNISPAL), accessible par Lotus Notes en composant le (212) 963-7197 (serveur DPA4), ou par Internet <<http://www.un.org/Depts/dpa/dpr/>>.

I. Introduction

1. La Réunion des ONG en solidarité avec le peuple palestinien s'est tenue à Madrid le 19 juillet 2001 sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, conformément aux dispositions des résolutions 55/52 et 55/53 de l'Assemblée générale en date du 1er décembre 2000. Elle faisait immédiatement suite à la Réunion internationale sur la question de Palestine, qui avait eu lieu au même endroit les 17 et 18 juillet 2001.
2. Le Comité était représenté par une délégation composée de : Ibra Deguène Ka (Sénégal), Président du Comité; Bruno Eduardo Rodríguez Parrilla (Cuba), Vice-Président du Comité; Ravan A. G. Farhâdi (Afghanistan), Vice-Président du Comité; Walter Balzan (Malte), Rapporteur du Comité; Sotirios Zackheos (Chypre) et Nasser Al-Kidwa (Palestine).
3. La Réunion a été ouverte par le Président du Comité. La séance du matin a été présidée par M. Miguel Angel Sánchez, Secrétaire général de l'Organisation pour la justice et la paix, et la séance de l'après-midi par M. Don Betz, Président du Comité international de coordination des ONG sur la question de Palestine. Des spécialistes ont fait des exposés sur les thèmes suivants : « Mobilisation de l'opinion publique en faveur du peuple palestinien – initiatives des ONG, d'autres organisations représentant la société civile et des médias », « Examen de l'action des ONG dans le monde entier » et « Établissement de propositions concrètes et de mécanismes d'application ».
4. Des exposés ont été présentés par neuf spécialistes venant de différentes régions, dont Israël et le territoire palestinien occupé. Des représentants de 61 organisations de la société civile des différentes régions du monde ont assisté à la Réunion.
5. À l'issue de la Réunion, les participants ont adopté la Déclaration et le Plan d'action des ONG (voir annexe I).

II. Déclaration liminaire

6. **Ibra Deguène Ka**, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a déclaré que le Comité, qui entretenait depuis longtemps une coopération dynamique avec les ONG, s'était associé avec d'autres secteurs de la société civile – parlements, groupes de parlementaires, secteur privé et médias – dans le cadre d'importantes initiatives. Il a souligné que le rôle de la société civile, qui consistait à informer les différents groupes d'intérêts sur les aspects fondamentaux de la question de Palestine et à sensibiliser l'opinion publique à la cause palestinienne, demeurait très important. Le Comité se félicitait particulièrement que des ONG se soient efforcées d'inciter la communauté internationale à faire preuve de solidarité avec le peuple palestinien et à aider à la réalisation des droits inaliénables de ce dernier, ainsi que d'appuyer le processus de paix et les objectifs du Comité. Il était également sensible à l'oeuvre des ONG qui apportaient des secours d'urgence au peuple palestinien en cette période difficile. L'orateur a engagé les ONG et militants israéliens défenseurs de la paix à poursuivre énergiquement leur action en vue de mieux informer l'opinion publique et de

proposer une autre solution que la politique dangereuse suivie par le Gouvernement israélien.

7. L'orateur a précisé qu'il fallait plus que jamais mener des campagnes soutenues en vue d'informer l'opinion publique des causes fondamentales du conflit et des intérêts légitimes des parties, et de promouvoir des initiatives nationales et internationales en faveur du processus de paix, de l'application effective des accords israélo-palestiniens, et de l'instauration d'une paix juste et durable dans la région. Le rapport de la Commission d'enquête de Charm al-Cheikh présidée par l'ancien sénateur américain George Mitchell, qui ménageait une issue acceptable à la crise actuelle, méritait d'être largement appuyé par la communauté internationale. Les gouvernements devraient être encouragés par les parlements, les ONG et l'opinion publique à appuyer la proposition tendant à déployer des observateurs internationaux dans le territoire palestinien occupé afin de vérifier l'application du cessez-le-feu et des recommandations du rapport Mitchell. Au cours des prochains mois, la société civile devrait favoriser toute initiative susceptible d'amorcer un processus politique qui finirait par ramener les parties à la table de négociations. L'action devrait ensuite porter sur les questions indispensables à un règlement juste et durable, telles que Jérusalem, les colonies, les réfugiés et les frontières, en se fondant sur les résultats obtenus à Camp David et à Taba. Favoriser l'assistance d'urgence au peuple palestinien et le relèvement économique de la Palestine devrait être un autre domaine d'action important pour la société civile.

8. M. Ka a déclaré que le Comité encourageait la coopération, la coordination et l'établissement de réseaux entre les organisations de la société civile. Le Comité maintiendrait et renforcerait ses liens avec les mécanismes de coordination nationaux, régionaux et internationaux accrédités, en plus des rapports qu'il avait déjà établis avec un grand nombre d'ONG particulières. Le Comité continuerait à accréditer de nouvelles ONG et leurs fédérations et s'emploierait plus activement à toucher la société civile. Des échanges de vues périodiques avec des représentants d'ONG permettraient d'examiner et d'améliorer le programme de coopération du Comité avec les ONG. L'orateur a appelé l'attention sur un site Web géré par la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat de l'ONU, qui donnait aux ONG s'occupant de la question la possibilité d'échanger des données et de s'organiser grâce à des rubriques telles que *NGO Action News* et le *Calendar of Events*.

III. Séance plénière

9. **Allam Jarrar**, Vice-Président du Conseil palestinien pour la justice et la paix (Ramallah), a déclaré que les ONG palestiniennes, en tant que composante importante de la société palestinienne, avaient contribué pour beaucoup à la lutte nationale du peuple palestinien contre l'occupation israélienne. Depuis le début des années 60, de nombreuses organisations caritatives étaient à l'oeuvre en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, ainsi que dans les camps de réfugiés en Jordanie et au Liban. À cette époque, les ONG devaient surtout atténuer les souffrances et la pauvreté en dispensant des services de base aux Palestiniens. Après la guerre de 1967, les ONG palestiniennes avaient dû, face aux nouveaux problèmes, renforcer leurs activités. L'insuffisance des services fournis à la population, s'était accrue en raison des mesures prises par le Gouvernement israélien pour rendre l'existence des Palestiniens plus difficile. Les ONG palestiniennes avaient alors commencé à se

montrer plus actives sur le terrain, étendant leur action aux domaines de la santé, de l'éducation de la petite enfance, de la rééducation et des services sociaux en général.

10. L'orateur a indiqué qu'après la signature de la Déclaration de principes en 1993, les ONG palestiniennes avaient commencé à adopter de nouvelles stratégies, à savoir : continuer à satisfaire les besoins de la société et à fournir des services essentiels aux pauvres, suppléant ainsi aux défaillances de l'Autorité palestinienne; dresser des modèles sociaux dans différents domaines et promouvoir leur adaptation à l'échelle nationale; influencer la politique gouvernementale de façon qu'elle soit plus extensive et serve les intérêts de la société palestinienne; ainsi que promouvoir une culture démocratique et influencer la transformation démocratique de la société palestinienne. Les ONG palestiniennes avaient élargi et diversifié leur champ d'action pour inclure des organisations de défense des droits de l'homme, des groupes de pression et des groupes d'intervention ainsi que des groupes de défense de causes particulières. Selon une étude, plus de 1 200 ONG opéraient actuellement dans le territoire palestinien occupé.

11. M. Jarrar a fait observer que des ONG palestiniennes avaient entrepris, en coopération avec des ONG internationales, de faire venir des représentants de la société civile d'Europe et des États-Unis dans le territoire palestinien occupé en qualité d'observateurs, afin qu'ils puissent constater les violations des droits de l'homme commises par l'armée israélienne et des colons armés et faire ensuite rapport à leurs mandants. Cette initiative avait également pour but d'appeler l'attention internationale sur l'acuité de la situation actuelle. L'expérience avait démontré que les activités menées conjointement par des ONG palestiniennes et des ONG internationales bénéficiaient d'une meilleure couverture médiatique. En l'occurrence, les ONG palestiniennes s'étaient constituées en une fédération de divers réseaux pour opérer en coordination avec des réseaux d'ONG d'Europe et des États-Unis. L'orateur a proposé que le mouvement israélien pour la paix se joigne à cette initiative pour renforcer ses activités de solidarité.

12. **Jeff Halper**, Coordonnateur du Comité israélien contre les destructions de maisons (Jérusalem), a indiqué que lorsque le Comité, qui est une coalition de 15 organisations israéliennes de défense de la paix et des droits de l'homme, avait été fondé cinq ans auparavant, tout Israël avait l'attention tournée vers le processus de paix et l'occupation était de ce fait devenue invisible. Le processus de paix était nourri d'un immense espoir et les citoyens avaient tenté d'éluder les questions de l'expansion des colonies, de la démolition de maisons, des expropriations, des conséquences des bouclages, ou des opérations militaires lancées par l'armée israélienne contre des civils palestiniens.

13. L'orateur a rappelé les lignes directrices arrêtées lors de la fondation du Comité par ses membres, qui avaient décidé de diriger toute leur action contre l'occupation et d'y résister. Selon lui, il fallait examiner tous les faits sous l'angle de l'occupation du territoire d'un peuple par un autre peuple. L'aspect « autorité » devait occuper le premier plan. Avant la création du Comité, les destructions de maisons n'avaient soulevé aucune contestation réelle et n'avaient jamais figuré parmi les préoccupations internationales. L'orateur a expliqué que les destructions de maisons portaient atteinte à l'essence même de la personne. Les hommes, qui avaient la charge d'assurer protection et refuge à leur famille, les vivaient comme une humiliation. Les femmes assimilaient l'anéantissement de leur univers domestique à l'effondrement du monde entier. Les enfants étaient traumatisés. Le

Comité s'efforçait de porter cette question devant la scène internationale en donnant aux victimes palestiniennes la possibilité de se faire entendre et en révélant ces tragédies humaines au monde. Il a également décidé de n'intervenir que dans le territoire palestinien occupé et uniquement avec la collaboration des Palestiniens. Selon l'orateur, en se passant du concours de leurs homologues palestiniennes, les organisations israéliennes, même si elles étaient de gauche et solidaires avec les Palestiniens, ne pourraient que reproduire l'occupation.

14. L'action du Comité visait un public à deux niveaux, dont le premier était la population israélienne. Le Comité essayait de présenter aux Israéliens une autre image, ainsi qu'une issue possible et un terrain d'entente. L'orateur a toutefois précisé que l'impulsion de la paix ne viendrait pas d'Israël. Aussi, son organisation et d'autres ONG israéliennes essayaient-elles d'atteindre au-delà du public israélien la communauté internationale, en collaborant avec des journalistes internationaux et des diplomates qui militaient en faveur de la paix, en se mettant en rapport avec des ambassades, en prenant part à des forums internationaux, en se joignant à des réseaux d'ONG du monde entier et en lançant des campagnes. L'orateur a souligné que l'occupation ne pourrait prendre fin que si la communauté internationale accentuait les pressions sur Israël. La communauté internationale et le réseau mondial d'ONG devaient inciter les différents groupes d'intérêts à s'opposer à l'occupation. Sans un appui international, les ONG opérant sur le terrain seraient isolées et impuissantes.

15. **Ahmed Saad**, rédacteur en chef du journal *Al-Ittihad* (Haïfa), a fait remarquer que nombre d'organisations, auparavant considérées comme des forces de paix, s'étaient désistées, et dit que l'action des ONG n'était plus à la mesure des besoins sur le terrain. Selon lui, le Gouvernement israélien, soutenu par les États-Unis, essayait de placer la victime palestinienne et l'agresseur israélien sur le même plan. Israël était parvenu à déformer les faits en prétendant notamment qu'à Camp David la partie palestinienne avait laissé échapper l'occasion de faire la paix en rejetant les offres d'Israël. Ces offres se résumaient à la constitution d'une entité dans laquelle la sécurité, telle que l'entendait Israël, serait maintenue, et les questions des colonies, de Jérusalem, des réfugiés et autres écartées. Israël avait par ailleurs présenté les Palestiniens comme des terroristes. L'orateur a cependant soutenu que la situation actuellement vécue par chaque victime, qu'elle soit palestinienne ou israélienne, était principalement due à l'occupation israélienne.

16. Afin de convaincre l'opinion publique israélienne et la communauté internationale de la légitimité des droits du peuple palestinien, il importait de révéler la réalité. Depuis la conférence de Madrid, les différents gouvernements israéliens, soutenus par les États-Unis, avaient refusé de se conformer aux deux principes fondamentaux du processus de Madrid, à savoir le principe « terre contre paix » et le caractère contraignant des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et 194 (III) de l'Assemblée générale. Israël a cherché, en usant d'atermoiements et de ruse, à renégocier des questions sur lesquelles les deux camps étaient déjà parvenus à s'entendre, dans le dessein d'arracher des concessions de la partie palestinienne et de mutiler les accords. Pour conclure, M. Saad a déclaré que les forces de paix israéliennes et palestiniennes cherchaient à mettre en place le plus grand réseau de coopération possible dans le but notamment de faire lever les bouclages israéliens du territoire occupé et de mettre fin à la gangrène des activités de colonisation. Il a cependant affirmé que les ONG devraient mieux coordonner leurs actions.

17. **José Antonio Gimbernat Ordeig**, Président de la Fédération des associations de défense des droits de l'homme (Madrid), a dit que depuis la signature de la Déclaration de principes en 1993, Israël n'avait cessé d'encourager l'implantation de colonies dans le territoire palestinien occupé, faisant passer ainsi le nombre de colons de 140 000 en 1993 à 200 000 en 2000. Cela avait été accompagné par l'augmentation des saisies de terres palestiniennes et un contrôle plus strict des ressources naturelles en général. En outre, Israël avait continué à paralyser l'économie palestinienne en entravant systématiquement l'exécution de projets destinés à renforcer l'infrastructure économique palestinienne et en empêchant les travailleurs palestiniens de se rendre à leurs lieux de travail en dehors de leur lieu de résidence. De plus, Israël avait contrecarré toute tentative de l'Autorité palestinienne visant à construire un port de mer à Gaza, à développer son industrie lourde et à entretenir des relations d'exportation et d'importation avec les pays tiers. La situation avait sérieusement empiré depuis septembre 2000 avec les bouclages imposés au territoire palestinien. La politique suivie par Israël avait plongé un grand nombre de familles dans la misère, aggravant ainsi les ravages causés par la punition collective de toute une population. Cette situation désespérée avait contraint certains secteurs de la société palestinienne à adopter des positions extrémistes dans leur lutte contre l'occupation.

18. Au cours des 54 dernières années, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'ONU avaient respectivement adopté 190 et 400 résolutions relatives aux droits du peuple palestinien. Israël avait toujours refusé de les appliquer. Selon l'orateur, l'ONU était la seule instance internationale à pouvoir déclencher les mécanismes qui garantiraient l'application de ces résolutions. C'est pourquoi il importait au plus haut point que les accords conclus entre les deux parties soient mis en oeuvre sous l'égide de l'ONU. Sans les efforts concertés de l'ensemble de la communauté internationale, il serait impossible d'appliquer les résolutions de l'ONU. La Fédération demandait à la communauté internationale d'inciter tous les pays impliqués dans le conflit, en particulier Israël et les États-Unis, à se conformer rigoureusement aux résolutions de l'ONU relatives à la question, car c'était là la seule façon d'instaurer la paix.

19. **Juan Carmelo Garcíá Garcíá**, Secrétaire général du Comité des ONG espagnoles sur la question de Palestine (Madrid), a rappelé l'engagement actif des ONG espagnoles dans les questions relatives au continent africain, notamment leur lutte contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Nombre de formations espagnoles doutaient que la question de Palestine ait quelque perspective réaliste de paix durable. L'orateur a demandé à l'ONU d'élaborer un plan de travail visant à donner aux 1 200 organisations de la société civile du territoire palestinien occupé, qui avaient des projets précis, mais manquaient souvent de ressources, les moyens d'agir réellement, et de permettre aux organisations internationales favorables à la cause palestinienne de mener à bien des programmes d'assistance politique, économique ou technique pour le renforcement de la société palestinienne. Cela était d'autant plus impérieux que les Palestiniens étaient non seulement les victimes, mais également la seule partie qui tenait au règlement du conflit. L'orateur a ensuite engagé les membres de la société civile, dont l'absence de cohésion était due au manque de coordination, à former un véritable front international afin de faire pression sur l'ONU, l'Union européenne et le Gouvernement espagnol. Une déclaration adoptée à l'issue d'une conférence n'était qu'une première étape importante qui devait être suivie par des actes.

20. **Don Betz**, Président du Comité international de coordination des ONG sur la question de Palestine, a dit que le problème le plus urgent dans l'immédiat pour les Palestiniens est celui de la protection. Cette question devait faire partie des préoccupations quotidiennes de l'ONU, de chaque État Membre et de toutes les ONG qui luttent pour la paix au Moyen-Orient. Devant l'aggravation de la situation, M. Betz a proposé que l'un des principaux résultats de la Réunion des ONG soit que l'ONU et les ONG concernées s'engagent à convoquer au plus tôt une réunion internationale sur la protection du peuple palestinien. Cette conférence devrait viser à appeler largement l'attention au niveau mondial sur les besoins de la population et la réalité de ses souffrances. Il faudra du courage pour résister aux pressions intenses qui ne manqueront pas d'être exercées pour empêcher une telle réunion d'avoir lieu, et marginaliser les conclusions et les décisions auxquelles elle pourra aboutir. Une bonne planification et une bonne coordination seront indispensables.

21. Les technologies de l'information constituent aujourd'hui un aspect déterminant des activités des ONG se rapportant à la question de Palestine. Grâce au courrier électronique et aux sites Web, les ONG disposent de possibilités instantanées de communication et d'établissement de réseaux. Le volume considérable des échanges d'informations par courrier électronique peut permettre de dégager une masse critique immédiatement utile d'organisations intéressées. Les pétitions en ligne et les communiqués exprimant des préoccupations se banalisent de plus en plus dans les relations des ONG avec les responsables gouvernementaux, les représentants de l'opinion et les médias. Plus d'une fois, il était arrivé que des responsables gouvernementaux prennent contact avec les initiateurs de telle ou telle campagne pour la défense des droits du peuple palestinien pour leur demander de se désister, du fait que cette campagne avait entraîné une vague de réactions à laquelle le destinataire se trouvait incapable de faire face. Utilisé de façon coordonnée, ce moyen d'action peut produire un effet certain sur le destinataire. Pour la première fois dans l'histoire, pratiquement aucun responsable politique ne peut rester sourd à la voix de la société civile. Certaines ONG diffusent quotidiennement des articles d'information et des renseignements concernant des activités futures auprès d'un grand nombre d'autres ONG, à l'échelon régional et dans le monde entier. Des éditoriaux d'organes de presse sont diffusés en sollicitant des réactions auprès d'une large audience. Certaines de ces communications indiquent des points de débat qui peuvent être repris pour s'en inspirer par quiconque souhaite écrire, prendre la parole et oeuvrer efficacement sur ces questions auprès d'audiences spécifiques. Les décisions prises par les responsables gouvernementaux en Israël, aux États-Unis et dans d'autres pays sont passées au crible et des groupements d'ONG et leurs membres sont mobilisés pour y répondre massivement. Tel est, pour le XXI^e siècle, l'un des moyens qui s'offre de rassembler la société civile autour d'une cause.

22. Il existe à l'échelon local des groupes qui mènent des plans d'action novateurs et originaux. À titre d'exemple, un groupe d'étudiants de l'Université de Californie (Berkeley), Students for Justice on Palestine (SJP), a adopté une stratégie qui avait déjà fait ses preuves pendant la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Ces étudiants demandent à l'Université d'adopter sur la question de Palestine une position analogue à celle qu'elle avait adoptée à propos de l'apartheid. D'après SJP, ceux qui militent aux États-Unis s'accordent de plus en plus à estimer qu'il n'importe pas seulement d'appeler l'attention sur les atrocités commises quotidiennement par l'État d'Israël, mais également de demander des comptes à certaines institutions des États-Unis pour l'appui et des moyens apparemment sans

limites qu'elles mettent à la disposition des forces d'occupation israéliennes. En conclusion, M. Betz a dit que le rôle de gardiens des ONG suppose un travail constant d'explication des faits se rapportant à la question de Palestine. Si elles veulent être pragmatiques et influentes, l'un des moyens dont les ONG disposent est de consolider leurs liens avec l'ONU et de faire partie d'un système capable d'aider activement les Palestiniens.

23. **María Trinidad Herrero**, Doyenne adjointe pour les affaires internationales et institutionnelles de l'École de médecine de l'Université de Murcie (Espagne), a souligné le rôle important que peuvent jouer les universités et les professeurs d'université en transmettant aux jeunes les idéaux de paix, de compréhension et de tolérance, de manière à former des citoyens responsables, et en aidant à faire changer les choses grâce au dialogue. Elle a regretté que les universités espagnoles ne soient pas parmi les plus actives en ce qui concerne la question de Palestine, par rapport à d'autres questions comme le Sahara occidental et l'embargo contre Cuba, auxquelles le public espagnol s'identifie davantage et dont il se sent plus proche historiquement. L'oratrice a cité néanmoins un certain nombre d'activités menées par des universités espagnoles, concernant notamment la formation d'étudiants palestiniens, l'organisation de conférences nationales et internationales sur la question de Palestine, les travaux de recherche accomplis dans des centres d'études arabes et islamiques, la participation de personnel universitaire aux activités d'ONG s'occupant d'aide humanitaire et autre, et la diffusion d'informations par l'intermédiaire des médias.

24. Mme Herrero a indiqué également un certain nombre d'autres activités qui pourraient être menées, telles que la sensibilisation de l'opinion publique dans le cadre de manifestations spéciales, avec la participation d'experts ainsi que de jeunes issus des populations des parties au conflit; la condamnation publique des violations des droits de l'homme; et des échanges de personnel universitaire et d'étudiants à tous les niveaux, ainsi que la coopération en matière de recherche et de projets pédagogiques. Elle a présenté une initiative de l'Université de Murcie tendant à organiser, pendant deux semaines, une campagne de sensibilisation de la société civile, dans la région de Murcie, du 16 au 29 novembre 2001 (dates respectives de la Journée internationale de la tolérance et de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien), ainsi qu'une conférence modèle des Nations Unies à l'intention des étudiants universitaires de pays européens, latino-américains et méditerranéens, consacré uniquement à la recherche de la paix au Moyen-Orient, au printemps 2002.

25. **Bernard Ravenel**, Vice-Président du Comité européen de coordination des ONG sur la question de Palestine, a décrit les activités de cet organisme et souligné le rôle important que jouent les programmes d'ONG nationales qui se sont développés dans plusieurs pays européens. Les organisations françaises et belges sont les plus actives en Europe, mais elles sont désormais rejointes par des ONG espagnoles, italiennes, britanniques, grecques, norvégiennes et danoises. Le projet commun de ces ONG est rigoureusement fondé sur les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale et les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. Dans leurs initiatives récentes, les ONG européennes ont dû tenir compte de la situation régionale explosive, alors que l'intérêt de l'opinion publique diminue et que moins d'activités sont menées pour aider le peuple palestinien. L'orateur a signalé une campagne concertée d'ONG françaises et belges visant à faire pression sur Israël en

demandant aux parlementaires de leurs pays respectifs de refuser de ratifier un accord entre l'Union européenne et Israël sur le commerce préférentiel, aussi longtemps que la Puissance occupante commet des violations des droits de l'homme.

26. Le Comité européen de coordination des ONG sur la question de Palestine a participé au Forum civil du Partenariat euroméditerranéen qui s'est tenu à Marseille en novembre 2000, auquel étaient présentes 200 ONG, et où les participants ont adopté à l'unanimité un programme d'action sur la question de Palestine, qui a débouché sur l'envoi d'une mission d'enquête dans le territoire palestinien occupé. Le rapport de cette mission a été présenté aux autorités françaises et européennes. Un appel à signatures a été organisé, et plusieurs milliers de signatures ont été reçues de citoyens européens, notamment de grandes associations. Une autre initiative importante est celle mise sur pied par des ONG belges avec l'appui du Gouvernement et du Parlement belges pour envoyer à Gaza un avion transportant des fournitures médicales destinées à la population civile palestinienne en détresse. Les autorités israéliennes ont refusé que l'avion atterrisse à Gaza malgré des interventions au niveau gouvernemental, et les marchandises ont dû être transportées par voie terrestre depuis l'Égypte. Cette initiative a largement retenu l'attention de l'opinion, en Belgique et dans d'autres pays européens. M. Ravenel a fait valoir que les initiatives futures doivent viser en priorité à mettre fin aux souffrances infligées aux civils palestiniens par le siège israélien. Il faudrait pour cela une intervention internationale, sous la forme d'une force de protection internationale. Il a annoncé la tenue à Bruxelles d'un forum de la société civile organisé par le Comité européen de coordination, auquel participeront quelque 120 ONG.

27. **Juan Carretero Ibáñez**, Secrétaire général de l'Organisation de solidarité entre les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (La Havane), a dit que son organisation offre la solidarité à tous les peuples privés de leurs droits fondamentaux, et plus particulièrement au peuple palestinien, qui a besoin de multiples formes d'assistance, de la part de toutes les organisations, de toutes les institutions, de tous les gouvernements et de tous les peuples du monde. Vivant comme des parias sur leur propre sol, sous un régime fait de menaces, d'assassinats et d'emprisonnements et privés de tous droits, les Palestiniens ont été réduits à une seule option – la révolte – et c'est ainsi qu'est née l'Intifada. Plus d'un demi-siècle après la partition de la Palestine par l'ONU et plusieurs années après les conférences de Madrid et d'Oslo, les Palestiniens attendent toujours de pouvoir vivre dans un État qui leur soit propre. Au lieu de cela, ils vivent enfermés dans une sorte de bantoustan, où ils sont quotidiennement bombardés, assassinés ou emprisonnés, tandis que les Israéliens continuent de s'employer à judaïser Jérusalem, étendent leurs colonies et bloquent les fonds dus à l'Autorité palestinienne, au mépris le plus complet des résolutions de l'ONU et des accords conclus. Les Palestiniens, avec l'appui du Groupe des États arabes et du Mouvement des pays non alignés, ont tenté à maintes reprises d'obtenir l'aval du Conseil de sécurité pour l'envoi d'observateurs en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, mais se sont heurtés à l'opposition des États-Unis.

28. **M. Carretero Ibáñez** a présenté le Plan d'action adopté à la réunion de travail des ONG de l'Amérique latine et des Caraïbes, tenue à La Havane le mois précédent sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, dans lequel il est notamment question de la diffusion d'informations sur

la pénible réalité que connaissent les Palestiniens; d'une vaste mobilisation internationale à l'occasion de la prochaine Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre 2001, pour promouvoir les droits des Palestiniens; de faire pression sur l'ONU pour qu'une protection effective soit assurée au peuple palestinien; et d'organiser une deuxième Conférence internationale de solidarité avec le peuple palestinien du 21 au 23 juin 2002 au Mexique. Enfin, l'orateur a invité toutes les organisations qui participaient à la Réunion des ONG de Madrid à unir leurs forces avec les ONG de l'Amérique latine et des Caraïbes pour une « intifada de solidarité » avec le peuple palestinien.

IV. Déclaration finale

29. **Ibra Deguène Ka**, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a souligné le caractère indispensable du rôle que les organisations de la société civile sont appelées à jouer pour parvenir à un règlement juste de la question de Palestine. Il a exprimé l'espoir que le travail important accompli par les organisations de la société civile serait encore accentué et développé compte tenu de la crise actuelle dans la région. Le défi à relever dans l'immédiat est de veiller à ce que les nombreuses propositions concrètes présentées à la réunion concernant l'action future de la société civile internationale soient mises en application. Avant toute chose, la fourniture de secours d'urgence est primordiale compte tenu des privations quotidiennes que subissent les Palestiniens vivant dans le territoire palestinien occupé. Le Comité était reconnaissant des activités qui étaient menées pour informer le public des causes profondes du conflit et des droits légitimes des parties, faire appel à la solidarité internationale en faveur du peuple palestinien et promouvoir la réalisation de ses droits inaliénables. Le Comité était également reconnaissant de l'action menée auprès des gouvernements pour les inciter à appuyer la mise en oeuvre des recommandations du rapport Mitchell et l'envoi d'une mission d'observateurs internationaux dans le territoire occupé.

30. M. Ka a dit que le Comité entendait continuer de s'attacher à poursuivre son programme de coopération avec la société civile, à organiser des réunions et des conférences internationales, et à mettre à la disposition des organisations de la société civile des informations sur les études réalisées et les décisions prises par l'ONU ainsi que sur les activités importantes menées par des organisations dans différentes parties du monde. Sur le site Web pour les ONG géré par la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat de l'ONU, le Comité continuera à informer les organisations de la société civile des dernières activités menées par des organisations dans le monde entier, dans le cadre du bulletin d'information *NGO Action News*, et à les tenir au courant de son programme de manifestations et de réunions ainsi que de celui d'autres organisations ouvertes à la participation de la société civile, grâce au *Calendar of Events*. M. Ka a exprimé l'espoir que ces services du site pour les ONG seraient utiles aux efforts faits par les organisations de la société civile pour améliorer la coordination et l'établissement de réseaux avec d'autres organisations.

Annexe I

Déclaration et plan d'action des organisations non gouvernementales

1. Nous, organisations non gouvernementales, rassemblées à Madrid à l'occasion du dixième anniversaire de l'inauguration du Processus de paix de Madrid, déclarons que l'occupation par Israël des territoires palestiniens et les bouclages, les colonies de peuplement, l'oppression militaire et l'étranglement économique imposé par Israël, demeure un obstacle dirimant la paix.
2. Nous maintenons qu'il est impératif d'assurer la protection immédiate de la population civile palestinienne par une présence internationale. Nous prions instamment le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies de mettre immédiatement en place une telle force en Palestine qui constituera un dispositif de surveillance mondiale et assurera une présence physique afin de réduire la violence et de mettre fin à la culture de guerre.
3. À l'échelle mondiale, les Nations Unies et les ONG ont établi de fructueuses relations de travail depuis la Conférence internationale sur la question de Palestine de 1983. Nous sommes déterminées à renforcer la coordination avec l'Organisation des Nations Unies afin d'atteindre nos objectifs communs.
4. Nous notons que le site Web que l'ONU a établi sur la question de Palestine continue de se développer fort utilement et nous nous en félicitons. Il est devenu un instrument de plus en plus efficace et commode pour tous ceux qui s'intéressent à cette question.
5. Nous accueillons avec gratitude les résultats de la Réunion internationale des Nations Unies sur la question de Palestine, qui s'est tenue à Madrid les 17 et 18 juillet 2001. Les orateurs invités ont présenté des analyses très intéressantes ainsi que des mises à jour instructives sur la situation actuelle sur le terrain en Palestine. Nous remercions l'Organisation des Nations Unies d'avoir invité les ONG à participer à cette réunion en tant qu'observateurs.
6. Comme nous l'avons fait depuis 1983, nous mobilisons toutes nos forces en vue de la résolution de la question de Palestine, sur la base des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes convaincues que ces résolutions offrent la voie la plus directe vers l'avènement d'une paix véritable et juste dans toute la région.
7. Nous appuyons l'appel des ONG européennes qui demandent que les accords d'association entre l'Union européenne et Israël soient suspendus aussi longtemps qu'Israël violera les clauses relatives aux droits de l'homme et les accords relatifs aux règles d'origine.
8. Nous concluons en outre que la plupart des habitants du monde ignorent la signification de l'occupation israélienne et son brutal impact sur la vie quotidienne de chaque Palestinien ou sont mal informés à cet égard.

En conséquence, notre plan d'action comprend les éléments suivants :

- a) *Réunion internationale des ONG sur la protection du peuple palestinien sous les auspices des Nations Unies.* Notre plan d'action demande clairement aux Nations Unies, par l'intermédiaire du Comité et de la Division, de réunir dès que

possible une réunion internationale des ONG sur la protection du peuple palestinien. Au cours de l'année dernière, les représentants des ONG ont formulé cette demande à plusieurs reprises lors de divers réunions et colloques organisés par les Nations Unies. L'objectif de cette réunion est de sensibiliser les ONG et le public aux besoins immédiats du peuple palestinien en matière d'assistance et de les convaincre qu'une intervention s'impose d'urgence. Nous considérons que cette demande constitue une toute première priorité;

b) *Campagne de sensibilisation du public.* Axer les campagnes de sensibilisation menées auprès de l'opinion publique de nos pays sur le thème « Rendre l'occupation visible ». La campagne ciblera les éléments cruciaux de l'occupation et de la situation des Palestiniens sur le terrain. Les activités suggérées sont les suivantes : campagne internationale contre l'occupation; campagne en faveur du droit des Palestiniens à s'autodéterminer et de leur droit de rentrer chez eux; campagne concernant les violations des droits de l'homme perpétrées par Israël; campagne appelant les gouvernements à assumer leurs responsabilités au titre de la quatrième Convention de Genève; campagnes mettant l'accent sur le sort des femmes et des enfants dans la Palestine occupée; campagne d'opposition à la présence, la construction et l'expansion illégales des implantations israéliennes; boycottage des produits provenant des implantations; et campagnes portant sur des questions telles que la démolition de maisons, les implantations, le bouclage et l'expropriation des terres.

Les campagnes utiliseront du matériel des Nations Unies ainsi que des publications des ONG que celles-ci échangeront entre elles. Elles nécessiteront également la mise au point de matériels et supports innovants : films d'information, présentation à l'aide de logiciels PowerPoint ou de diapositives, expositions itinérantes, pupitre pour les orateurs, listes des sites Web recommandés, etc. Ces matériels d'information seront présentés sous forme de pochettes d'information faciles à utiliser et attrayantes;

c) *Corps international de volontaires de la société civile.* Nous, les ONG, étudions la possibilité de créer un corps international de volontaires de la société civile, qui regrouperait les universités, les universitaires ainsi que les ONG palestiniennes et israéliennes, afin d'exprimer notre solidarité avec le peuple palestinien, de surveiller les événements sur le terrain et de participer à des manifestations appropriées contre l'occupation israélienne;

d) *Un forum international de solidarité des ONG.* Nous proposons que le système des Nations Unies collabore avec le réseau des ONG en vue de la convocation d'un forum international de solidarité des ONG, qui se tiendrait en Palestine occupée au cours de l'année à venir. Les ONG du monde entier accorderont une attention particulière à la célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, dont la date est fixée au 29 novembre;

e) Nous demandons qu'il y ait des consultations plus fréquentes entre l'Organisation des Nations Unies, les réseaux d'ONG et les organes de coordination; nous demandons également à l'ONU de continuer d'accorder une aide pour que les ONG continuent à recevoir les publications des Nations Unies et de poursuivre sa collaboration à l'élaboration du calendrier annuel des manifestations et réunions d'ONG qui sont parrainées par le système des Nations Unies. Ainsi, nous, les ONG, pourrions plus efficacement mobiliser le soutien et la participation des ONG lors de

réunions organisées sous les auspices des Nations Unies, telles que la réunion qui se tient aujourd'hui à Madrid.

Les ONG présentes à la réunion de Madrid remercient sincèrement le Comité et la Division d'avoir organisé cette réunion. Nous souhaitons en particulier rendre publiquement hommage à l'aide et à l'amitié que le Président du Comité, l'Ambassadeur Ibra Deguène Ka, nous manifeste de longue date. Son soutien indéfectible aux efforts que déploient les ONG en faveur de la Palestine a été un élément important des relations entre le réseau des ONG et le système des Nations Unies.

Madrid, le 19 juillet 2001

Annexe II

Liste des participants

Orateurs

M. Don Betz

Président du Comité international de coordination des ONG sur la question de Palestine

M. Juan Carmelo García García

Secrétaire général du Comité des ONG espagnoles sur la question de Palestine
Madrid

M. Juan Carretero Ibáñez

Secrétaire général de l'Organisation de solidarité entre les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine
La Havane

M. José Antonio Gimbernat Ordeig

Président de la Fédération des associations de défense des droits de l'homme
Madrid

M. Jeff Halper

Coordonnateur du Comité israélien contre les destructions de maisons
Jérusalem

Mme María-Trinidad Herrero

Doyenne adjointe pour les affaires internationales et institutionnelles, École de médecine de l'Université de Murcie
Murcie (Espagne)

M. Allam Jarrar

Vice-Président du Conseil palestinien pour la justice et la paix
Ramallah

M. Bernard Ravenel

Vice-Président du Comité européen de coordination des ONG sur la question de Palestine
Paris

M. Ahmed Saad

Rédacteur en chef d'*Al-Ittihad*
Haïfa

Organisations de la société civile

Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA)

Al-Ittihad

Union panafricaine des étudiants

Applied Research Institute of Jerusalem (ARIJ)

Asamblea de Cooperación por la Paz

Asociación Hispano-Palestina « Jerusalem »

Asociación para la Cooperación con el Sur « ACSUR », Las Segovias
Asociación pro Derechos Humanos de España (APDHE)
Caritas Española
Centro de Iniciativas de Cooperación al Desarrollo
Charisma Development Foundation
Commission des Églises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique
des Églises
Communities Forestry and Social Development Organization (COFOSODE)
Comunidad Bahá'í de España
Confédération mondiale du travail (CMT)
Confederación Sindical de Comisiones Obreras
Cooperación con el África Austral
Croix-Rouge espagnole
Comité européen de coordination des ONG sur la question de Palestine
Europeos Solidarios
Federation of Human Rights Associations
Association française d'ONG pour la Palestine
Fundación Aragonés
Fondation internationale Olof Palme
Fundación Promoción Social de la Cultura
Helsinki España
Instituto de Estudios Políticos para América Latina y África
Instituto de Investigación, Documentación y Derechos Humanos de la República
Dominicana
Comité international de coordination des ONG sur la question de Palestine
Instituto sindical de cooperación al desarrollo (ISCOD)
Comité israélien contre les destructions de maisons
Liga Pro Derechos Humanos
Loyalty of Human and Land Movement
Madhok Foundation
Mapa Inmundi
Médecins du Monde International
Movimiento por la Paz, el Desarme y la Libertad
Mundo sin Guerras y sin Violencia

Nav Srishti
Organization of Justice and Peace
Organisation de solidarité entre les peuples d’Afrique, d’Asie et d’Amérique latine
Palestine Red Crescent Society (PRCS)
Palestine Solidarity Campaign (PSC)
Conseil palestinien pour la justice et la paix (PCJP)
Palestinian Democratic Union « FIDA »
Palestinian Federation of Women’s Action
Groupe palestinien d’hydrologie (PHG)
Paz y Cooperación
Paz y Tercer Mundo
Popular Art Centre
Profesionales Pro Paz Israel-Palestina en México
Save the Global Masses Organization
Solidaridad con el Tercer Mundo (Sotermun)
Solidaridad Internacional
Solidarios para el Desarrollo
Comité espagnol de coordination des ONG sur la question de Palestine
Unión Sindical Obrera (USO)
Universidad Complutense de Madrid
Université de Murcie
Confédération mondiale du travail
Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines
